

# Où sont passés les libéraux ?

MARC CRAPEZ

Chercheur en science politique associé à Sophiapol (Paris-X)

*Il y a dans la désignation du libéralisme comme responsable de la crise une analyse peu argumentée et très réductrice de ses origines et des leçons à en tirer.*

**D**éballant des retombées politiques de la crise, Olivier Duhamel affirme que les « partis de la droite modérée, libérale [...] sont à l'origine de la crise ». Pour un intellectuel reconnu qui a été député européen de gauche, cela est plutôt de bonne guerre. En revanche, on peut être surpris par les mots durs et définitifs de Marcel Gauchet qualifiant la crise de « démenti infligé au libéralisme ».

Le libéralisme n'aurait pas écouté les avertissements d'un « petit nombre d'observateurs lucides », tel celui, en 1998, de l'auteur d'un livre intitulé *Le Capitalisme malade de sa finance*<sup>1</sup>. Cette hypothèse soulève des interrogations. Proposait-il des solutions applicables à un coût raisonnable ? Si on l'avait suivi, quels bénéfices auraient été engrangés au regard de quels inconvénients ? Aurait-on pu procéder de la sorte et obtenir de bons résultats pendant une décennie ? Tout le monde souscrit à l'idée d'une certaine hypertrophie du secteur financier, mais toute la question porte sur les possibilités d'amélioration.

---

1. *Le Débat*, septembre-octobre 2009, n°156, p. 36, 38, 165 ; le livre *Le Capitalisme, malade de sa finance* est de Jean-Luc Gréau.

## Un mal nécessaire

Si le libéralisme et la droite sont en cause, comment expliquer les mauvais résultats obtenus par les partis sociaux-démocrates aux dernières élections européennes. Il y a plusieurs facteurs permettant d'expliquer cette contre-performance. D'abord par l'abstention ou le glissement vers l'extrême gauche de fonctionnaires qui pensent que le libéralisme ne vaut pas cher et ne veulent pas voter pour des sociaux-démocrates complices de la faillite du capitalisme. Ensuite par l'érosion continue des classes populaires qui ne sont pas historiquement acquises à la gauche mais plus volontiers au socialisme, ce qui explique leur défection au fur et à mesure que la gauche délaisse le discours égalitaire. De surcroît, par l'antinomie entre la sauvegarde d'une partie du vote populaire indifférent à la mondialisation et la conquête des nouvelles classes modernistes enthousiasmées par celle-ci et avides de discours antipopulistes. Enfin, dans chacune de ces deux catégories difficiles à mobiliser simultanément – d'où les déboires des sociaux-démocrates britanniques et allemands –, les défections de ceux que laissent sceptiques la surenchère en milliards d'euros des plans de relance et les rengaines sur « la casse des services publics » et « l'impasse du néolibéralisme ».

Les déboires des partis sociaux-démocrates sont attribués par Michel Rocard à un choix des électeurs en faveur du « capitalisme financiarisé <sup>2</sup> ». Il est permis de douter que cela reflète ce que vivent les gens, qui ne nourrissent pas à son égard de sympathie particulière. En revanche, il est plausible qu'ils le considèrent comme un mal nécessaire, qu'ils regardent le capitalisme tout court comme un phénomène positif, qu'ils estiment qu'en dépit de ses inconvénients personne n'a mieux à proposer, enfin, qu'ils aient momentanément désavoué les partis sociaux-démocrates parce que ceux-ci ont eu tendance à la facilité en imputant la crise à la nature intrinsèquement mauvaise du libéralisme. Il faut en fait mettre en relief les *bonnes raisons* des acteurs sociaux ; ces bonnes raisons ne sont pas forcément justes, mais elles résultent d'une analyse rationnelle du monde dans lequel ils vivent eu égard aux données dont ils disposent sur la crise.

## Le déséquilibre franco-américain

La crise a d'abord renforcé l'idée que seuls les économistes anglo-saxons sont compétents. Or, s'il est vrai que, pour l'instant, il n'y a pas eu de livres français de la

---

2. *Le Monde*, 7 juillet 2009.

## DOSSIER : APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

trempe de ceux de Carmen Reinhart à Princeton ou de Martin Wolf à Yale, ce ne sont pas ces réflexions philosophiques sur les crises financières qui tiennent le haut du pavé, mais les sentences keynésiennes de Joseph Stiglitz et de Paul Krugman, stars de l'intelligentsia, avec pour eux les risques que cela comporte, ce maelström médiatique éclipsant le fait que leur période créative est derrière eux. De même, le rôle d'oracle prêté à Nouriel Roubini, s'il n'est pas usurpé, n'en est pas moins exagéré. Il ne fut pas le seul à vaguement prédire la crise. Il avait d'ailleurs précédemment pronostiqué, à tort, un effondrement du dollar pour ensuite annoncer comme inéluctable la nationalisation des banques américaines en juin 2009.

L'explication de cette inégalité de traitement résulte de ce que le monde anglo-saxon éprouve en science économique un sentiment de supériorité, tandis que les Français y font un complexe d'infériorité. Ajoutons à cela l'effet de masse de la littérature anglophone et une forme de cuistrerie chez certains économistes français de haut niveau qui restent perchés sur leur piédestal là où tout économiste américain considérera comme normal de répondre sur son blog à la question d'un étudiant lambda.

Autre déséquilibre franco-américain, l'accentuation dans l'Hexagone du traitement de faveur dont jouit la vulgate keynésienne. L'hebdomadaire *Marianne* se plaint de l'impact médiatique du journaliste Jean-Marc Sylvestre, considéré comme parangon de l'ultralibéralisme. Mais l'ultralibéralisme est une petite chapelle qui ne survit que sur Internet, alors que l'espace médiatique est saturé de formules altermondialistes hostiles à des entités mystérieuses et inquiétantes baptisées « néolibéralisme » ou « turbo-capitalisme ». Milton Friedman faisait observer qu'il avait fait des conférences aussi bien en Chine qu'au Chili. Et pourtant l'idée qu'une cellule de *Chicago boys* tirait les ficelles des dictatures sud-américaines est devenue un lieu commun.

LE KEYNÉSIANISME  
A INSTAURÉ UN  
CONFORMISME  
ÉCRASANT.

Le keynésianisme a instauré un conformisme écrasant. *La Route de la servitude* de Friedrich August von Hayek fut stigmatisée comme un essai pamphlétaire et son auteur ne put enseigner à l'université de Chicago que dans le département de sociologie. Par la suite, il dut partager son prix Nobel avec un keynésien. De nos jours, les économistes français vivant aux États-Unis, tels Georges de Ménil, Olivier Blanchard et Thomas Philippon, lorsqu'ils interviennent dans le débat français, se retrouvent décalés de plusieurs crans vers la droite par rapport à leurs étiquettes plutôt de gauche outre-Atlantique. Quant au libéralisme mesuré, qui conteste Keynes sans pour autant adhérer aux travaux d'Hayek, il est plus représenté dans les grandes écoles que dans les

départements d'économie des universités françaises. Dans ces derniers, Gérard Debreu s'étant exilé aux États-Unis, il est plutôt défendu par des savants académiquement rattachés à la sociologie, tels Raymond Aron hier et Jean Baechler aujourd'hui<sup>3</sup>.

À cela, il y a plusieurs explications conjoncturelles de socialisation « panurgiste » et de prudence idéologique, sur lesquelles il est inutile de s'appesantir. D'autant que les raisons historiques de fond sont plus intéressantes. On peut, semble-t-il, plaider que le libéralisme est d'abord une philosophie, qui fut naguère profondément ébranlée par les totalitarismes ; le désarroi qui s'est ensuivi a favorisé des tensions internes à la philosophie et des tensions entre la philosophie et certains développements économiques ; de méditation sur la liberté dans un environnement incrédule envers ses possibilités au XIX<sup>e</sup> siècle, le libéralisme s'est retrouvé sur le banc des accusés du totalitarisme, puis associé à l'extension illimitée de la démocratie. D'aucuns ont fini par en privilégier unilatéralement tel ou tel aspect, jusqu'à devenir frères ennemis. Aux États-Unis, les gagnants ont expulsé les perdants du champ sémantique du vocable libéralisme, associé au libéralisme des mœurs, tandis que les libéraux économiques (*Libertarians*) et politiques (*Classical Liberals*) ont adopté d'autres désignations. Tandis qu'en Allemagne le parti libéral est plutôt à la droite du parti chrétien-démocrate recentré, aux États-Unis, la droite du parti démocrate, les *Blue Dogs*, s'oppose à l'interventionnisme, contrairement à la majorité de gauche du parti, les *Liberal Democrats*.

## Lecture biaisée de la situation américaine

Le libéralisme historique est en France très affaibli, et ce déséquilibre se traduit par une appréhension de la crise toujours biaisée dans le même sens. Ce biais cognitif résulte du stock d'informations disponibles. Dans la presse française, on pouvait apprendre que le nombre de dossiers transmis à la justice américaine par son gendarme financier avait chuté durant le second mandat de George W. Bush. Mais il fallait lire le *Financial Times* pour apprendre que c'est la Cour suprême (à majorité démocrate) qui avait rendu plus difficiles les poursuites financières<sup>4</sup>. Il n'était pas facile non plus d'entendre parler du *Community Reinvestment Act*, cette législation antidiscrimination instituée

3. Outre son *Capitalisme* (Gallimard, 1995), voir sa lecture critique du Nouvel esprit du capitalisme dans *Commentaire*, n°91, automne 2000.

4. Gillian Tett, *Financial Times*, 4 septembre 2009.

## DOSSIER : APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

par l'administration Carter en 1977 et renforcée par Bill Clinton en 1995 incitant les établissements de crédit à consentir des prêts à des représentants des minorités visibles insolubles. Cette cause de la crise du *subprime* ne saurait certes être surestimée, parce qu'elle n'est qu'un élément parmi d'autres et parce que les démocrates ne sont pas seuls responsables, mais il est malhonnête de l'ignorer.

Pourtant, un économiste incontestable par ses travaux et sa finesse d'analyse n'hésite pas à l'invalider<sup>5</sup>. Critiquer cette forme de discrimination positive sonne comme un reproche dans une « obamania » ambiante qui n'a été écornée que par quelques rarissimes esprits indépendants (Marc Fiorentino dans *La Tribune* et André Grjebine dans *Le Monde*). À tel point que si un économiste social-démocrate peut se permettre de prendre acte du fait que le rêve où « Wall Street venait au secours de Harlem » a « mal tourné<sup>6</sup> », en revanche un essayiste ultralibéral en quête de légitimité médiatique préfère regarder ailleurs, motus et bouche cousue<sup>7</sup>.

Les médias français ne répercutent même pas les bonnes raisons des adversaires de la réforme du système de santé américain. Or, la question n'est pas que cette réforme s'attire des critiques infondées, mais que des modérés venus des deux camps – des républicains et des démocrates – s'opposent à elle parce qu'ils n'acceptent pas une réforme dont le financement est aléatoire<sup>8</sup>. En mars 2009, le président américain a promis une couverture santé pour tous, c'est-à-dire une réforme plus ambitieuse que celle annoncée durant sa campagne avant la crise, tout en assurant qu'il n'augmenterait que les impôts des riches. Les sceptiques n'ont pas forcément raison, mais ils ont des arguments valables que la presse française néglige complètement, en se focalisant sur la propagande de ceux qui rejettent la réforme sans discernement.

### Points de vue

Schématiquement se confrontent cinq thèses : libérale, social-démocrate (Daniel Cohen), souverainiste (Jean-Michel Quatrepoint), ultralibérale (Mathieu Laine) et altermondialiste (Bernard Maris).

---

5. Jacques Mistral, in Pierre Dockès et Jean-Hervé Lorenzi (dir.), *Fin de monde ou sortie de crise ?*, Perrin, 2009, p. 97-99.

6. Daniel Cohen, *La Prospérité du vice. Une introduction (inquiète) à l'économie*, Albin Michel, 2009, p. 251.

7. Mathieu Laine, *Post-politique*, Lattès, 2009.

8. Clive Crook, *Financial Times*, 17 août 2009 ; Crispin Odey, *Financial Times*, 23 septembre 2009.

Force est de constater que l'interprétation social-démocrate domine l'espace intellectuel et médiatique, souvent épaulée par des thèmes altermondialistes. L'interprétation libérale est, en revanche, le parent pauvre. Nicolas Baverez s'est réfugié dans l'histoire économique et dans l'expectative avec un livre intitulé, à chaud, *En route vers l'inconnu*<sup>9</sup>. Hormis quelques articles non explicitement revendiqués comme libéraux au début de l'année 2009<sup>10</sup>, il faut attendre l'été 2009 pour découvrir les points de vue à contre-courant de Philippe Trainar<sup>11</sup>, qui estime que le marché se contente de réagir positivement aux incitations de politiques macroéconomiques, et de Marc de Scitivaux<sup>12</sup>. On remarque l'absence des poids lourds considérés comme libéraux et relevant du champ académique, qu'ils soient historiens de l'économie (Jacques Marseille) économistes universitaires (Jean-Claude Casanova) ou sociologues investis dans la réflexion économique (Jean Baechler, Raymond Boudon). Souci de prendre du recul ou de suspendre son jugement ?

L'INTERPRÉTATION  
LIBÉRALE DE  
LA CRISE EST  
LE PARENT PAUVRE.

Publiés à l'été 2009, les livres de Daniel Cohen et de Marc de Scitivaux expriment des points de vue exempts de sectarisme. Marc de Scitivaux est un libéral chatouilleux sur le « danger protectionniste », aux antipodes donc de Maurice Allais, et qui charge parfois les moulins à vent de « l'économie administrée », à l'instar des ultralibéraux. Mais cet émule d'Hayek prend du champ, considérant que son modèle a pu surestimer la capacité des marchés à répercuter des informations fiables. Daniel Cohen, de son côté, à cent lieues du discours altermondialiste, rend hommage à Friedman et retrace la « crise du keynésianisme », quand la simultanéité de l'inflation et du chômage mirent à nu la crise des finances publiques. Il n'hésite pas à souligner qu'après guerre c'est la croissance forte qui a permis la hausse des dépenses publiques « et non les dépenses qui ont engendré la croissance ». Modestie éloignée de tout triomphalisme idéologique chez l'un comme chez l'autre.

Scitivaux critique les « ravages du consensus » en général et, en particulier, l'idée contraire au « bon sens » selon laquelle la division du risque le fait baisser. Semblablement, Cohen critique, comme André Orléan, un de ses proches, « l'uni-

9. Nicolas Baverez, *En route vers l'inconnu*, Perrin, 2008.

10. Marc Crapez, « Crise financière, consensus et contrariétés » (*Politique étrangère*, 2009-1) ; Christian Stoffaës, « Quel diagnostic pour quelle crise ? » (*in* Pierre Dockès et Jean-Hervé Lorenzi (dir.), *Fin de monde ou sortie de crise ?*, *op. cit.*).

11. Philippe Trainar, « Crise financière, crise de l'Etat ? », *Commentaire*, n°126, été 2009. Voir aussi Didier Ribadeau Dumas, « Opportunistes mais pas cupides », *Sociétal*, n°65, 3e trimestre 2009.

12. Marc de Scitivaux, *Le Père de famille, le Trader et l'Expert*, Larousse, 2009.

formisation des comportements <sup>13</sup> », ainsi que l'oubli du « principe de réalité » croyant pouvoir « abolir les leçons de l'histoire ». Ce dernier point subsume différents aspects de sa thèse : la prospérité n'arrête pas les conflits car le commerce permet à une nation belliqueuse, en diversifiant ses sources d'approvisionnement, de se préparer au pire, ce qu'oublie notamment les nouvelles classes qui, elles, effectuent une migration schizophrénique vers le cybermonde.

Cohen superpose à un panorama économique une ambitieuse sociologie historique. Il pense que le niveau de vie aurait stagné entre le chasseur-cueilleur, l'esclave romain et l'ouvrier du début XIX<sup>e</sup>, ce qui, comme le cliché sur l'hygiène calamiteuse au château de Versailles, peut laisser dubitatif. Toujours est-il que Smith aurait péché par optimisme. Le progrès s'effectue selon le processus de destruction créatrice décrit par Schumpeter, par rivalité entre les techniques, ruptures et innovations en saccades, adéquation entre économies d'échelle et nouvelles ressources énergétiques. Il se pourrait



SMITH AURAIT-IL PÉCHÉ PAR OPTIMISME ?

que l'idée de croissance perpétuelle, qui postule l'avidité comme un stimulant, la « prospérité du vice », coïncide avec une époque historique en voie de disparition.



Tandis que Cohen admet des défaillances étatiques, Scitiaux souligne plutôt leurs interférences, spécialement le rôle amplificateur des *foreclosures*, censées défendre les débiteurs immobiliers, et qui poussèrent les emprunteurs à cesser de payer leurs traites. Il ajoute, toutefois, qu'Hayek a mésestimé les cas de figure où les mécanismes de marché ne répercutent plus d'informations pertinentes aux opérateurs, ce qui s'est produit puisqu'ils étaient « aux mains de traders qui travaillent à partir de modèles qui ne sont plus en prise avec l'économie réelle ». Il se serait agi d'un aveuglement collectif impliquant l'ensemble des acteurs et d'une faute individuelle, « l'erreur de Greenspan », qui a « cru que les gens ne deviendraient pas pervers », alors que Galbraith montre que les marchés sont « menés par les passions » comme l'appât du gain et la peur de perdre.

Cette interprétation repose sur la conjonction presque fortuite des facteurs : accidentel (l'erreur d'un homme), circonstanciel (l'aveuglement des traders), inévitable (l'éternel humain et ses emballements) et conjoncturel (le contexte de la mondialisation). Excellente hypothèse. On peut néanmoins lui adresser des objections. Elle

---

13. Voir André Orléan, *De l'euphorie à la panique : penser la crise financière*, éd. Rue d'Ulm, 2009. J'ai confronté les thèses de ce livre à la question de la rationalité des conduites en économie au chapitre 6 de mon ouvrage *Crises, incertitudes et bulles idéologiques*, éd. Michalon, 2009.

oscille en effet entre, d'une part, le plus haut degré de singularité, l'erreur humaine, sans se demander à quoi elle est due, en remontant la chaîne de causalité jusqu'à des motifs idéologiques socialement diffus et, d'autre part, le plus haut niveau de généralité, les passions activées par l'éternel humain, sans expliquer pourquoi les acteurs financiers seraient si irrationnels que cela.

Concernant les motifs idéologiques diffus, Scitivaux, qui déplore le consensus, comme Cohen, qui regrette l'uniformisation, réclament la contrainte d'une certaine conscience morale ou, à tout le moins, des contraintes tenant compte du fait que certains acteurs se trouvent soumis à des supplices de Tantale, ou bien des contraintes pour éviter de les placer dans certaines situations de tentation (quand les jeunes garçons des années 1960 titillaient leur aumônier en lui demandant ce qu'il ferait s'il se retrouvait dans le lit de Brigitte Bardot, celui-ci répondait que le tout était de ne pas s'y retrouver...).

## Dialectique

La première réaction à la crise fut d'incriminer le libéralisme, ce qui repose souvent sur une appréhension subjective de sa nature. Marcel Gauchet perçoit ainsi le blairisme comme un « néolibéralisme pur et dur » et conçoit, à l'inverse, le sauvetage d'institutions financières porteuses d'un risque systémique comme un interventionnisme de facture keynésienne. Or, la plupart des libéraux et même certains ultralibéraux regardent cette intervention ponctuelle et ciblée comme normale, car relevant des fonctions régaliennes d'un État efficient minimal, et n'ayant rien de commun avec l'interventionnisme plus traditionnel auquel nous avons assisté avec la généralisation des déficits budgétaires pour stimuler la demande.

En second lieu, Keynes, dont la pensée était plus subtile que celle de beaucoup de keynésiens, était membre du parti libéral britannique. À son époque, l'espace de droite était occupé par un parti conservateur fort et...

fort conservateur ! C'est à l'encontre d'un consensus jugeant hérétique la dette et la relance budgétaire que Keynes avança des idées hardies. Dans la France de son temps, « l'écureuil » s'appelait la Caisse d'épargne et de prévoyance, et on y faisait

C'EST PARCE QU'IL  
APPARTENAIT À LA  
FAMILLE LIBÉRALE  
QUE KEYNES  
A FAVORISÉ LE  
RECENTRAGE DE LA  
SOCIAL-DÉMOCRATIE.

## DOSSIER : APRÈS LA CRISE, QUEL LIBÉRALISME ?

des placements de « bon père de famille ». C'est parce qu'il appartenait à la famille libérale que Keynes a favorisé le recentrage de la social-démocratie, cette nébuleuse politique issue d'un compromis précaire entre des discours socialistes et des agissements libéraux.

La deuxième réaction, face à la crise, consista à s'illustrer dans le registre de la dénégation de son ampleur.

La troisième réaction fut catastrophiste, voire sarcastique. Nombreux furent ceux qui perdirent leur sang-froid. Ainsi fila la métaphore postnucléaire d'un « hiver glacé <sup>14</sup> ». Voilà qui est parler, mais ne s'est pas vérifié jusqu'à présent.

Une déclinaison subtile de la deuxième réaction fut que certains diagnostics percèrent avec un temps de retard. On s'est ainsi aperçu que le problème n'était pas seulement de liquidité mais bel et bien de solvabilité, ce qui nécessitait une recapitalisation des banques, comme on le fit au Royaume-Uni sous la houlette de Gordon Brown.

CE N'EST QU'AU  
MOIS DE NOVEMBRE  
2008 QUE L'ON S'EST  
APERÇU QUE LE  
PROBLÈME N'ÉTAIT  
PAS SEULEMENT DE  
LIQUIDITÉ MAIS  
BEL ET BIEN DE  
SOLVABILITÉ.

Il a fallu attendre le mois de novembre 2008 pour que ce diagnostic sur les banques commence à être pris en considération par les médias.

L'évaluation de la crise conditionne les solutions proposées. Deux lectures se sont affrontées, concernant le traitement de la crise, sur le thème, unanimement admis, des rémunérations indues. Quelques-uns ont fait valoir qu'un peu de contrainte ne pourrait pas nuire car bonus, paradis fiscaux et *hedge funds* ont facilité la crise. Si les responsabilités sont collectives, certains sont plus coupables que d'autres. Mais la majorité des élites soutenait que ces bonus, paradis fiscaux et *hedge funds* sont des symptômes et non pas des causes, qu'il faut se garder d'en faire des boucs émissaires, car les raisons de la crise sont plus profondes.

Ce raisonnement découle d'une sorte de lieu commun méthodologique, qui procède par généralisation abusive d'hypothèses de méthode. L'idée de base est qu'il conviendrait, et ce à tout propos, d'analyser les structures sous-jacentes et non les épiphénomènes, de discerner les choses cachées derrière les choses, de rompre avec les évidences trop familières du sens commun, de ne surtout pas prendre le problème pour la solu-

14. Philippe Dessertine, *Ceci n'est pas une crise (juste la fin d'un monde)*, éd. Anne Carrière, 2009, p. 10.

tion, ce qui serait une fausse bonne idée, ni de chercher des responsables, ce qui serait simpliste, mais de poser les bonnes questions afin de repenser le problème.

Dans ces conditions, la législation antidiscrimination des démocrates se trouve automatiquement innocentée ; la crise du *subprime* provient plutôt de la mentalité des républicains : Paul Jorion imagine un puritanisme poussant à s'endetter pour ne pas paraître manquer de foi patriotique (!). Ce vocabulaire est propice à la dévalorisation de la rationalité des acteurs, devenus le jouet de forces sociales et de faux-semblants psychologiques. Spécialiste de « la dynamique sociale des marchés financiers », Robert Shiller octroie la part du lion à des phénomènes d'imitation et de « marottes » – d'aucuns préfèrent dire d'habitus. Ce vocabulaire décrypte, en toile de fond de la crise, une liquidité excessive qui facilita un endettement compris comme « sous-produit d'un déséquilibre économique » qui « portait en lui les germes de son effondrement » ; pour l'éviter, il aurait fallu un changement d'échelle des régulations (plus de mondialisation)<sup>15</sup>.

## Ne pas trop croire à l'autorégulation

Lors du sommet du 18 octobre 2008, à Washington, avec George W. Bush, Nicolas Sarkozy met en avant la nécessité d'une réforme des rémunérations, des paradis fiscaux et des *hedge funds*. Pendant près d'un an il tient bon, contre vents et marées. Les principes élaborés et édictés par la France, le 23 août 2009, sont suivis par l'Allemagne et le Royaume-Uni, puis l'Union européenne les 2 et 18 septembre 2009. Le G20 qui suit consacre ce système de rémunérations variables encadrées, révocables et différées dans le temps. Juste avant, un rapport du Conseil d'analyse économique franco-allemand, dirigé par Catherine Lubochinsky, une spécialiste reconnue de la titrisation, montre que les paradis fiscaux portent une « part de responsabilité », car les banques revendaient les risques de leurs crédits à des *hedge funds*, via des transactions opérées dans ces paradis, dont l'opacité empêchait tout droit de regard, et qui ont permis aux *hedge funds* parties prenantes d'anticiper et de « tirer de vastes profits ».

Il aura fallu près d'un an pour que l'emporte l'idée que bonus, paradis fiscaux et *hedge funds* ne sont pas seulement des symptômes, comme d'aucuns l'affirmaient ; qu'ils portent une part de responsabilité pour avoir contribué aux conditions de possibilité

---

15. Denise Flouzat, « Comment n'ont-ils rien vu venir ? », in Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges (dir.), *Ramses 2010*, Dunod, 2009, p. 33.

de la crise ; que le fait de ne pas pouvoir établir la culpabilité d'une causalité directe ne signifie pas l'absence d'un rôle de complice, donc un certain lien de cause à effet ; que le sens commun avait raison contre l'avis pseudo-complexe d'experts occupés à huer le populisme et ses trop faciles évidences qui cherchent des coupables ; qu'il ne s'agit évidemment pas de couper des têtes en faisant n'importe quoi sur les rémunérations ou contre les *hedge funds* ; mais que pour apporter des remèdes, il faut bien parvenir à faire entériner un constat contre l'avis de ceux qui, raisonnant par les conséquences, postulent que la pire chose serait un remède indésirable et en infèrent un déni du réel à grand renfort de pseudo-scientificité.

Simultanément, deux lectures se sont affrontées sur le thème des normes prudentielles et comptables. Certains ont défendu l'idée que l'ajout de nouvelles strates réglementaires devait être limité, la crise découlant de la non-application de réglementations et non pas de leur absence. Mais la majorité des élites a réclamé une révision draconienne. Cette tendance a pu être accentuée par un phénomène de surcompensation détecté par un analyste financier qui observe que tel « adepte de la dérégulation veut maintenant tout sur-réglementer <sup>16</sup> ».

ON A ASSIMILÉ  
L'IDÉE  
D'AUTORÉGULATION  
AU LIBÉRALISME  
EN OUBLIANT  
QU'ELLE N'EN EST  
QU'UN ÉLÉMENT  
QUI, DÉVELOPPÉ  
UNILATÉRALEMENT,  
PEUT CONDUIRE  
HORS DE  
L'ENSEMBLE.

Le discours sur la dérégulation n'est pas une fantaisie fabriquée par des ultralibéraux. Il repose sur un constat, qui a conduit à réformer l'État-providence. S'il s'est fait intolérant, c'est d'une part parce qu'il lui a fallu bousculer le conformisme keynésien, d'autre part parce qu'il s'est hybridé avec un progressisme dogmatique d'inspiration tout autant social-démocrate. On a quelque peu confondu et assimilé l'idée d'autorégulation au libéralisme, en oubliant qu'elle n'en est qu'un élément qui, développé unilatéralement, peut conduire hors de l'ensemble. Grisés par un concept abstrait de marchés libres érigé en vérité absolue, certains défenseurs de l'autorégulation n'étaient peut-être pas réellement libéraux. Ainsi, en tenant toute contradiction comme sacrilège, leur scientisme n'épousait pas l'un des fondements du libéralisme que l'on pourrait baptiser le libéralisme intellectuel et qui se méfie de l'interventionnisme idéologique. Il convient de savoir rester modeste et à l'écoute et, selon la formule de Jean Leca, de récuser toute hiérarchie de valeurs univoque fondée de science certaine <sup>17</sup>.

16. Richard Bove, entretien à *La Tribune*, 24 septembre 2009.

17. Jean Leca, entretien, *Krisis*, n°31, mai 2009, p. 71.

## Retour sur les leçons de la crise

Une vue synthétique des facteurs de la crise répertorie une naïveté sur l'autorégulation, une illusion sur l'augmentation continue des prix des actifs, une recherche effrénée du profit et d'une « prospérité mondiale » allant de pair avec un sentiment de facilité procuré par la « valorisation » offerte par la science économique, et un sentiment de sécurité procuré par l'insouciance des instances de contrôle<sup>18</sup>. On pourrait ajouter que maintes techniques en cause, les marchés de gré à gré, la désintermédiation, le hors bilan, la titrisation, les paradis fiscaux, sans parler des délocalisations, renvoient à des structures parallèles de domiciliation. S'il est une « métathéorie<sup>19</sup> » impliquée – ou un paradigme –, c'est celle, tant vantée par les élites depuis les années 1960, de la déterritorialisation. S'il est un « cadre épistémique dominant<sup>20</sup> », c'est bien celui-là, qui donne le diapason au microcosme intellectuel. S'il est un horizon régulateur, c'est celui d'un pluralisme des perspectives qui contrebalance ce progressisme dogmatique et la pesée qu'il exerce sur la sphère économique.

---

18. Denise Flouzat, « Comment n'ont-ils rien vu venir ? », *op. cit.*

19. Jean Leca, « La théorie politique », in *Traité de science politique*, PUF, 1985, t. 1, p. 64-65.

20. Frédéric Lebaron, in Philippe Steiner et François Vatin (dir.), *Traité de sociologie économique*, PUF, 2009, p. 283.